



www.journal-lemedium.com

N° 0690 du 17 au 23 Février 2026- Prix : 250 F CFA



SECTEUR DES BTP AU TOGO :



FISCALITE :

RÉVOLUTION TOTALE EN 2026 P5



EDITO LAISSER COULER...



Dans la vie, il faut savoir raison garder et laisser couler le fleuve. Ce n'est toujours pas facile de vouloir faire ce vide en soi et de ne pas se faire trop de bile, de laisser faire. Or, comme le pense si bien l'acteur Anthony Hopkins, il nous faut : " Laisser partir les gens qui ne sont pas prêts à t'aimer. C'est la chose la plus difficile que tu auras à faire dans ta vie et ce sera aussi le plus important ".

Nous devons arrêter d'avoir des conversations difficiles avec des gens qui ne veulent pas changer. Cessez d'apparaître pour les personnes qui ne nous intéressent pas.

C'est vrai que notre instinct est de faire tout ce qui est possible pour gagner l'appréciation de ceux qui nous entourent, mais c'est un élan qui vole notre temps, notre énergie, notre santé mentale et physique.

Quand nous commençons à nous battre pour une vie avec joie, intérêt et engagement, tout le monde ne sera pas prêt à nous suivre à cet endroit.

Crédo TETTEH



Récapitulé

N°0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23Rue Formatec, Agoè-Cacavéli

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse : Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

TETTEH Adjé K. Crédo

Directeur de la Publication :

WOUSSOU Kossi

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali Samba

Infographie : JPB

Impression : Saint Louis

Tirage : 2500 exemplaires

TOGO :

UJIT et MFWA mobilisées pour un environnement médiatique plus sûr

Un atelier de formation consacré à la sécurité des journalistes s'est tenu le 12 février 2026 à l'hôtel Onomo de Lomé. L'initiative, portée par l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT), avec l'appui de la Fondation des Médias pour l'Afrique de l'Ouest (MFWA), s'inscrit dans le cadre du projet " Promotion de la liberté de la presse et des droits numériques ", soutenu par l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas au Ghana.

La rencontre visait à renforcer les capacités des professionnels des médias face aux risques croissants liés à l'exercice du métier, notamment dans l'environnement numérique. Les participants ont suivi plusieurs modules portant sur les menaces en ligne, l'hygiène numérique, l'éthique et le cadre légal, ainsi que sur les protocoles de sécurité en situation sensible. Les échanges ont également abordé la coopération entre médias, pour améliorer la protection col-



La table d'honneur

lective des journalistes.

Prenant la parole, le Secrétaire général de l'UJIT, Elikplim Koffi Goka-Adokanou, a souligné la nécessité de " renforcer les mécanismes de protection " afin de permettre à la presse de jouer pleinement son rôle dans la gouvernance démocratique. Il a insisté sur la vulnérabilité particulière des femmes journalistes face aux violences numériques. De son côté, la représentante de la MFWA a rappelé l'engagement de l'organisation en faveur de la liberté d'ex-

pression en Afrique de l'Ouest.

Les représentants de la HAAC, du ministère de la Sécurité et du ministère de la Communication ont salué l'initiative, estimant que la protection des journalistes constitue un enjeu démocratique majeur. À l'issue des travaux, les organisateurs ont exprimé le souhait que des recommandations concrètes émergent pour consolider un environnement médiatique plus sûr et plus résilient au Togo.

Gabi MESSAN



Une vue de l'assistance

TOGO :

Djato Koffi a retrouvé la capacité de marcher grâce à une prothèse

A Lili Copé, un village situé à 55 kilomètres au nord de Lomé dans la préfecture de Zio, une visite pleine d'espoir.

Marilyne Cottin, une citoyenne française et directrice de l'association *La Part du Colibri*, a rendu visite au jeune Djato Koffi Gros, un élève de CE2 âgé de 14 ans qui a perdu sa jambe droite, en compagnie du prothésiste Daniel Eza.

L'incident s'est produit le 12 janvier 2024 lorsqu'un cocotier est tombé soudainement.

L'adolescent est resté au sol pendant plusieurs heures avant que ses parents n'interviennent pour le sauver. En raison de leurs limites financières, la famille a d'abord sollicité l'aide d'un guérisseur traditionnel. Cependant, l'état de son pied s'est rapidement détérioré. Une ONG à Amakpapé a finale-



ment permis une intervention médicale et l'amputation. Daniel Eza, touché par cette situation - lui-même amputé fémoral et président de l'association KWA Togo - a décidé d'intervenir après avoir été informé du cas de Djato Koffi.

Il prévient KWA France (Keep Walking Association) et active son réseau. Marilyne Cottin, qui l'a croisé il y a un an, prend donc contact avec l'organisation afin d'obtenir les éléments nécessaires à la confection d'une prothèse. Entretemps, la responsable de l'association a fait le déplacement pour fournir au jeune homme des béquilles sur mesure.

Jusqu'à présent, l'adolescent se déplaçait en utilisant de simples bouts de bois.

Le soutien logistique de *La Part du Colibri* a permis la réalisation de la prothèse dans l'atelier de Daniel Eza, situé à Akato, en

banlieue nord-ouest de Lomé.

Étape suivante : la rééducation. Djato Koffi Gros est attendu prochainement à Lomé, la capitale du Togo, pour débiter ses séances d'adaptation et apprendre à se déplacer avec sa nouvelle prothèse.

" J'encourage toutes les personnes de bonne volonté à se joindre à *La Part du Colibri* pour apporter un sourire à ceux qui en ont le plus besoin", a affirmé Marilyne Cottin.

L'association, qui est active au Togo, n'est pas sa première action. Elle soutient des enfants en situation de précarité et orphelins, principalement en prenant en charge les coûts liés à l'éducation et en fournissant des fournitures scolaires. Il est également proposé une assistance financière à certains parents.

Dodo ABALO

Souvenez-vous dans vos prières de

Veuve MENSAH Francine Chérifatou née ADAMS
dite « Jeune fille teint clair »
rappelée à Dieu le 05 janvier 2026 dans sa 76^{ème} année

« Je ne meurs pas, j'entre dans la vie. »
Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus

Remerciements

La famille ADAMS du TOGO, GHANA et BÉNIN ;
Le Chef de la famille LAWSON ;
Le Chef de la famille MENSAH ;
Le Chef de la famille BEBLEADZI ;
Mme TIASSOU Amelé ;
Mme LAWSON ANANISSOH Latré Dassi ;
M. MENSAH Kokou Angelo ;
Mme BEBLEADZI Mawulawoe ;
Mme POSSIAN Yolande née LAWSON ;

vous remercient
pour vos diverses marques de sympathie,
d'affection,
de solidarité et d'amour.

Le Seigneur
vous le rendre au centuple !

SECTEUR DES BTP AU TOGO :

RETARDS D'EXÉCUTION, CHANTIERS INACHEVÉS OU ABANDONNÉS, INSUFFISANCES DANS LA QUALITÉ DES ÉTUDES ET DU CONTRÔLE ...

Au cours des cinq dernières années, près de 3 000 milliards de FCFA ont été consacrés aux investissements publics, dont une part significative aux infrastructures. Ceci traduit une vision de long terme visant non seulement la modernisation du pays, mais également l'émergence d'entreprises nationales solides, capables de s'imposer dans la sous-région.

Par Ali SAMBA



Le ministre Sani Yaya

Le 12 février 2026 à Lomé, une rencontre sectorielle du Comité de Concertation État-Secteur Privé (CCESP), consacrée aux acteurs du BTP, a permis des échanges francs et directs entre ministres, représentants des départements ministériels, PRMP et professionnels du secteur des BTP.

Il est dit que les infrastructures constituent le socle du développement économique et social d'un pays. Elles conditionnent la croissance, la compétitivité et l'amélioration du

niveau de vie des populations. " Au Togo, le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) joue un rôle stratégique dans la modernisation des infrastructures nationales et dans la dynamique d'émergence du pays ", affirme-t-on.

Cependant, malgré les efforts engagés ces dernières années, le secteur demeure confronté à des défis importants : retards d'exécution, chantiers inachevés ou abandonnés, insuffisances dans la qualité des études et du contrôle, difficultés structu-

relles liées aux marchés publics.

A en croire Essowè Barcola, le ministre des Finances et du Budget, le constat reste préoccupant d'autant que de nombreux marchés dans le domaine des BTP connaissent des retards, des abandons ou des insuffisances qualitatives. Son homologue Sani Yaya a insisté sur la nécessité d'un diagnostic rigoureux et d'une réforme approfondie des pratiques. Il a mis l'accent sur : l'amélioration de la qualité des études tech-

niques en amont ; le renforcement du contrôle des travaux ; l'application du principe de " l'offre économiquement la plus avantageuse " plutôt que la logique systématique du moins-disant ; la formation accrue des acteurs ; un dialogue renforcé avec les banques afin d'améliorer le financement des entreprises du secteur.

De son côté, le ministre Kodjo Adedze a rappelé que les dysfonctionnements observés engagent des responsabilités partagées entre l'État et les entreprises. Il a souligné les efforts réalisés pour renforcer le cadre juridique de la commande publique et a insisté sur l'obligation collective de livrer des ouvrages conformes à la vision d'une " République des résultats ".

À l'issue des échanges, plusieurs recommandations structurantes ont été formulées : faire réaliser par les autorités contractantes un état de lieu complet de tous les marchés en

souffrance ; réaliser un audit pour les marchés abandonnés ; renforcer les mécanismes de sanctions ; mettre en place une commission mixte État - Secteur des BTP, pour traiter les problèmes structurels du secteur des BTP (conflits d'intérêt, préférence nationale, offres sous évaluées, renforcement de capacité des deux parties etc..). " Ces propositions s'inscrivent dans la dynamique de la Cinquième République, qui exige davantage d'efficacité, de responsabilité et de résultats concrets à tous les niveaux ", soutient-on au gouvernement.

Pour les autorités, la rencontre marque ainsi une nouvelle étape importante pour le Comité de Concertation État-Secteur Privé (CCESP) en ce début d'année 2026, après le lancement du comité régional à Kara en janvier dernier, et confirme la volonté commune de renforcer la performance, la qualité et la gouvernance du secteur des BTP au Togo.

ÉDUCATION NATIONALE :

LES PRIORITÉS ÉTABLIES POUR 2026

L'éducation nationale togolaise se réinvente, se diversifie et s'adapte aux exigences d'un monde en mutation rapide. Supportée par un gouvernement, décidé à bien faire les choses, elle jouit d'un soutien inébranlable qui se traduit sous différentes formes. Les efforts accomplis vont bien au-delà du nécessaire : modernisation des programmes, introduction de méthodes pédagogiques interactives, intégration des nouvelles technologies dans les salles de classe, valorisation du mérite et de l'excellence, etc.

La formation et la valorisation du corps enseignant constituent un autre point en gras. Elles renforcent les compétences des bénéficiaires qui accompagnent à leur tour les élèves, avec une pédagogie moderne et adaptée. C'est cela qui crée un environnement éducatif stimulant et de qualité, capable de répondre aux besoins de la jeunesse.

Les axes des priorités

Le président du Conseil, Faure Gnassingbé, n'a jamais badiné avec les questions liées à l'éducation des enfants et des jeunes, lui-

même étant intimement convaincu que sans une éducation de qualité, il ne serait pas aujourd'hui à cette place. Ainsi, dans le domaine de l'éducation nationale, les priorités pour 2026 sont claires. Elles se nouent autour de 7 principaux axes.

Le premier est de renforcer un accès équitable à la formation et à l'enseignement, avec une modulation particulière pour les filles, les enfants handicapés et les zones rurales. Quant au deuxième axe, améliorer la propension à la qualité et à l'excellence, en œuvrant davantage au renforcement de la crédibilité du système éducatif et des curricula à tous les niveaux, au soutien à la formation des enseignants et à la valorisation de la fonction enseignante, avec une exigence de résultat pour tous.

L'axe numéro 3 est d'arrimer la formation et la recherche à la réalité du terrain, avec la mise en place des équipements pour l'éveil de la petite enfance et le renforcement du conseil national, qui allie formation, emploi et recherche. Le quatrième axe va porter une touche à l'innovation et à la recherche pédagogique et

scientifique, à travers le développement de centres d'innovation pédagogique, la culture de la recherche appliquée au développement avec un accent particulier sur l'expérimentation.

Le gouvernement indique que les autres axes sont d'amplifier une digitalisation maîtrisée du secteur avec une dématérialisation des démarches administratives ; de développer les compétences transversales et citoyennes des apprenants, grâce à la promotion d'activités périscolaires et parascolaires qui renforcent le profil de sortie des apprenants ; de renforcer la concertation et la gouvernance à travers un système d'information robuste, des mécanismes de suivi-évaluation rigoureux et une redevabilité accrue.

Réformes à faire

Les objectifs susmentionnés nécessitent que des projets les accompagnent. Les efforts du ministère de tutelle seront donc centrés sur l'opérationnalisation du décret sur les passerelles entre enseignement général et professionnel pour favoriser l'emploi des jeunes ; la mise en œuvre de 3 stratégies nationales adoptées



Mama Omorou, Ministre de l'Éducation Nationale

en 2024 (éducation préscolaire, éducation inclusive et enseignement technique, ainsi que formation professionnelle).

Toutes ces réformes vont être suivies de projets, notamment celui de la réhabilitation et du renouvellement des équipements techniques des établissements (par exemple, le lycée technique d'Adidogomé) ; la réhabilitation de salles de classes et l'acquisition de tables bancs...

Au moins 3 millions d'élèves en moyenne sont inscrits ces dernières années, du préscolaire au lycée, avec des réformes majeures, comme récemment la généralisation de l'enseignement de l'anglais dès le primaire et le renforcement de l'encadrement pédagogique, la gratuité des frais de scolarité à l'école publique. L'éducation vit ses bonnes heures

au Togo.

Territorialisation de l'action éducative

La territorialisation est érigée en priorité stratégique pour rapprocher l'action publique des réalités locales. Les directeurs régionaux, inspecteurs et conseillers sont invités à jouer un rôle de relais et d'interprètes des politiques nationales, en remontant des informations fiables et en proposant des solutions pragmatiques. Le Ministre appelle à un leadership local fort et à la responsabilité comme valeur centrale, afin de transformer chaque région éducative en un vivier d'innovation et de progrès. L'objectif affiché est d'adapter les réformes aux contextes locaux pour améliorer l'équité territoriale et l'impact des interventions.

Zozo

ARTISANAT : DES STAFFEURS DU DAGL OUTILLÉS SUR LES NOUVELLES TECHNIQUES PLUS ÉCOLO



Faire des artisans, des acteurs qualifiés et épanouis, un maillon essentiel de l'économie nationale, telle est la volonté affichée des plus hautes autorités du pays, qui n'hésitent pas à accompagner ce secteur d'activités de diverses manières. Cette volonté s'est une fois encore matérialisée via un atelier de renforcement des capacités des staffeurs, sur les nouvelles techniques, plus écologiques et adaptées.

Organisée par l'Union des chambres régionales des métiers (UCRM), en collaboration avec le Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAAPP), cette formation de cinq jours a rassemblé, au siège de l'UCRM à Lomé, soixante staffeurs issus de sept Chambre communales des métiers (CCM) du District du Grand Lomé.

"Techniques de pose de staff, la décoration des bâtiments et la communication autour du produit", tel est le thème de cette session de formation, qui s'est déroulée, du 08 au 13 février 2026, en deux phases, notamment les cours pratiques, précédés par la théorie.

Cet atelier, qui s'inscrit à l'agenda des axes prioritaires de la gouvernance de l'exécutif togolais, ses veut "d'accompagner les artisans togolais pour une autonomisation à tous égards", a expliqué, lors de la cérémonie de remise d'attestation de fin de formation, Ambroise Akondo-Ali, chargé de communication et des relations publiques au FNAAPP.

Cette formation, assurée par le cabinet TKT-Consulting, a permis "d'outiller les bénéficiaires à de multiples techniques de création, plus écologiques et factuelles, et d'innovation dans leur activité", a relevé le formateur Médadjé Kokouvi Moïse, maître plaquiste.

"Cet instant solennel qui nous réunis ici, est une occasion pour nous, membres de UCRM, de vous dire qu'on n'a jamais fini d'apprendre (...) Toute formation est une transformation. Ainsi, à la fin de cette formation, je suis rassuré que vous avez bénéficié des expertises du cabinet TKT-Consulting. Et c'est en acceptant d'apprendre qu'on peut se développer", a souligné le président de l'UCRM, Issa Mouhamed.

"Nous avons été outillés sur les nouvelles techniques, notamment usage du placo, utilisé pour les plafonds décoratifs, les plafonds démontables, etc., qui est plus écologique et économique. Ce qu'on faisait en trois ou quatre jours, on peut le faire désormais en un ou deux jours maximums, et c'est un acquis supplémentaire", a souligné Mme Adékpui Mollong Maïba, bénéficiaire de cette session de formation.

Même son de cloche pour Aghobli Dodzi Kossi, staffeur plâtrier. "Nous avons beaucoup appris de cette formation. Désormais, les choses vont beaucoup changer dans nos habitudes de travail avec les nouvelles techniques et les nouveaux matériaux...", a-t-il souligné tout heureux.

"On apprend beaucoup, en enseignant", a lancé le directeur du cabinet TKT-Consulting, qui a invité les stagiaires à partager les acquis de cette formation à ceux qui n'ont pas eu la chance d'être participé à cette présente formation. Notons qu'un suivi de cette formation sera fait dans quelques mois avec la descente dans des ateliers des stagiaires.

@macite.tg

TOGO - TURQUIE : VERS LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION UNIVERSITAIRE

La coopération universitaire entre le Togo et la Turquie s'apprête à franchir un nouveau palier. Le sujet a été au cœur d'une rencontre entre le ministre délégué en charge de l'enseignement supérieur, Gado Tchangbedji, et l'ambassadrice de la République de Turquie, Muteber K???, en fin de semaine à Lomé. Les échanges ont porté sur le renforcement des liens académiques, avec un accent particulier sur l'augmentation des bourses d'études pour les étudiants togolais dans des filières stratégiques telles que l'ingénierie, l'agriculture, l'énergie et la santé. Les deux personnalités ont également évoqué l'importance de favoriser la mobilité des enseignants-chercheurs, afin de permettre un partage d'expertise et le développement de projets de recherche conjoints.

Dans cette dynamique, la question de l'extension de la coopération à l'Université de Kara a été abordée, en vue d'un partenariat plus inclusif et équilibré. Pour rappel, le Togo et la Turquie collaborent dans plusieurs domaines, notamment l'agriculture, le commerce et le tourisme.

Source : @Republiquetogolaise.com

CONSOMMATION :

Sur le mois, une hausse de 0,6% du niveau général des prix en Janvier 2026

Comparativement à la situation de décembre 2025 (évolution mensuelle), le niveau général des prix connaît une augmentation de 0,6%. Cette hausse est essentiellement due à la montée du niveau des indices des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+2,7%) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+0,9%), amortie par la baisse de prix enregistrée pour la division de consommations "Restaurants et services d'hébergement" (-1,4%).

Les variables

A en croire l'INSEED, la croissance du niveau des indices observée en janvier 2026 est imputable au renchérissement des produits suivants : "Gombo frais" (+63,9%) ; "Feuilles de baobab" (+67,3%) ; "Tomates rondes (pomme) locales" (+53,4%) ; "Tomates ovales locales" (+50,6%) ; "Tomates rondes (pomme) importées" (+45,8%) ; "Tomates ovales importées" (+49,5%) ; "Adémè" (+8,7%) ; "Gingembre frais" (+47,7%) ; "Doèvi fumé (anchois)" (+10,1%) ; "Akpala fumé (chinchard)" (+8,1%) ; "Oranges ordinaires" (+44,3%) et "Bois de chauffe" (+10,2%).

A contrario, les produits qui ont fait baisser le niveau général des prix sont : "Plat de riz-haricot (ayimolou)" (-8,8%) ; "Riz + sauce viande" (-8,7%) ; "Plat de hokoumé + sauce poisson (1 plat)" (-6,3%) ; "Riz + sauce poisson" (-3,7%) ; "Bouillie de céréale sucrée" (-3,2%) ; "Plat de haricot + gari" (-2,0%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une baisse de 0,2% sur le plan national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) a également connu une baisse de 0,2%. L'indice de prix des



Feuille de baobab

"Produits frais" a, quant à lui, augmenté de 2,8%. Au regard de la provenance, les prix des produits "Locaux" ont connu une hausse de 0,8%. Du point de vue de la classification sectorielle, la hausse du niveau général des prix est due à celle des prix des produits du secteur " Primaire " (+4,8%) amortie par la baisse de prix des produits du secteur " Tertiaire " (-0,6%). Pour ce qui est de la durabilité, la hausse observée provient essentiellement de l'accroissement des produits "Non durables" (+1,8%) freiné par la baisse des prix des "Services" (-0,6%). Par rapport à l'origine, la progression mensuelle s'explique par la hausse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (+0,9%).

Evolution trimestrielle

Comparativement à la situation d'octobre 2025, le niveau général des prix en janvier 2026 a connu une hausse de 1,5%. Cette augmentation est principalement due à la progression de l'indice de la division de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+4,4%) ; "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+2,3%) ; "Santé" (+0,5%).

Au regard des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des

produits, la hausse du niveau général des prix, en variation trimestrielle est à mettre à l'actif de l'augmentation de prix des produits des " Produits frais " (+4,7%) et des produits de l'Energie (+2,1%). S'agissant de la provenance, cette variation trimestrielle s'explique par l'augmentation de prix des produits "Locaux" (+2,2%). La progression de prix des produits du secteur "Primaire" (+8,4%) a contribué à la hausse trimestrielle du niveau général des prix. Du point de vue de la durabilité, la hausse du niveau général des prix, en évolution trimestrielle, est principalement induite par la progression du niveau des prix des produits "Non durables" (+3,0%).

Par rapport à l'origine, la progression trimestrielle s'explique par la hausse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (+2,3%). Pour ce mois de janvier 2026, le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est établi à 0,2% contre 0,4% le mois précédent. Cet indicateur de convergence au sein des pays de l'UEMOA est obtenu en faisant le rapport de la moyenne des indices des douze derniers mois sur la moyenne des indices des douze mois qui les pré-

cèdent. Il résulte de 24 mois d'observation des prix à la consommation.

En janvier 2026, l'IHPC au Togo s'est établi à 102,8. En glissement annuel, ce niveau d'indice est quasi identique à celui de janvier 2025. Cette quasi stabilité résulte de l'effet conjugué de la hausse des indices des divisions de consommation "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+9,8%) ; "Restaurants et services d'hébergement" (+3,3%) ; "Santé" (+1,0%) et "Soins personnels, protection sociale et biens divers" (+0,6%) et de la baisse enregistrée pour la division "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-4,3%).

Du point de vue des nomenclatures secondaires, et selon l'état des produits, la stabilité du niveau général des prix en glissement annuel s'explique par la hausse de prix des produits de l'"Énergie" (+9,1%), amortie par la baisse des "Produits frais" (-5,2%). Au regard de la provenance, cette quasi-stabilité annuelle résulte de l'augmentation des prix des produits "locaux" (+0,4%), compensée par la baisse des prix des produits "importés" (-0,9%). Selon les secteurs, la progression des prix des produits du secteur "Tertiaire" (+1,5%) a été freinée par la baisse des prix des produits du secteur "Primaire" (-6,5%), contribuant ainsi à la stabilité du niveau général des prix.

Du point de vue de la durabilité, l'évolution annuelle du niveau général des prix est principalement portée par la hausse des prix des "Services" (+1,5%), ralentie par le repli des prix des produits "Non durables" (-0,4 %) et "Semi-durables" (-1,2 %). Enfin, selon l'origine, la stabilité annuelle s'explique par la hausse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (+0,4 %), atténuée par la baisse des prix des produits d'"Origine hors UEMOA" (-1,0%).

FISCALITE :

Révolution totale en 2026

Au Togo, la fiscalité connaît une métamorphose complète, marquée par des réformes profondes et une vision renouvelée de la mobilisation des ressources publiques. Elle s'impose désormais comme un instrument géant au service du développement, de l'équité sociale et de la souveraineté économique.

La bonification de la fiscalité togolaise repose sur une modernisation ambitieuse de l'administration financière, avant tout autre chose. Depuis quelque temps maintenant, les démarches sont simples, la relation entre l'administration et les contribuables est encore meilleure. Les innovations réduisent les lourdeurs administratives, limitent les risques de fraude et accroissent la transparence dans la collecte des impôts et taxes. La nouvelle année a commencé avec des changements majeurs, contenus dans la loi de finances.

Mesures fiscales proposées

Elles sont nombreuses, au titre de la loi de finances, exercice 2026. Ensemble, ces mesures vont doter l'État et les collectivités territoriales de moyens nécessaires à l'atteinte des

objectifs de financement des actions de développement tout au long de l'année. Elles favoriseront " l'essor des secteurs économiques stratégiques " et répondront de manière efficace aux enjeux sécuritaires et aux besoins des populations, assure le gouvernement.

Les propositions de réformes reposent sur des bases comme : l'élargissement de l'assiette fiscale et la stabilité des finances publiques ; l'accompagnement du secteur privé et la promotion de l'investissement. Sur ce plan, comme mesures de soutien à la production locale, il est envisagé l'exonération de la TVA sur les produits locaux de l'élevage et de la pêche.

Aussi, en vue d'encourager les jeunes et les femmes entrepreneurs titulaires des marchés publics réservés, il est prévu qu'ils accomplissent la formalité de l'enregistrement et que le paiement soit différé au moment de l'avance de démarrage ou du premier acompte.

Troisième axe, l'amélioration de l'équité et de la justice fiscales (renforcement de l'encadrement de la déductibilité de la TVA sur les dépenses de restauration, de transport, de spectacle et d'hébergement ; instauration de la facturation électronique, certifiée pour lutter



Yawa Tsègan, le commissaire général de l'OTR

contre la fraude et soutenir la croissance économique). Autre axe, la reformulation et le réajustement de certaines dispositions fiscales.

Stratégies de mobilisation des recettes non fiscales

À ce niveau, sur la période 2026-2028, le gouvernement " améliorera le recouvrement des recettes non fiscales à travers la poursuite de la mise en œuvre des mesures de réformes et des activités ", lit-on dans le document officiel.

Ces mesures sont l'identification de nouvelles sources de recettes ; la poursuite de la dématérialisation des procédures de recouvrement des recettes de service ; la sensibilisation des usagers du service public sur, entre autres, les prestations payantes au niveau de chaque service public, la nécessité de

réclamer et d'obtenir les quittances du Trésor public, etc.

On parle également de la prospection et de la création de nouvelles régies de recettes ; la révision des contrats d'occupation du patrimoine immobilier de l'État ; le renforcement des moyens de mobilisation des dividendes des sociétés dans lesquelles l'État détient une participation ; le recouvrement des créances issues des décisions de justice (condamnations, amendes, saisies et confiscations).

C'est ainsi que sont déclinées, sans être exhaustives, les nouveautés fiscales attendues cette année, avec un résultat espéré, celui de faire du Togo un pays attrayant où tout le monde y trouve son **compte**.

ALPHABETISATION ET EDUCATION NON FORMELLE :

7 807 personnes touchées en 2025

La consolidation progressive de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle prend place au Togo, pays qui aspire à bien structurer son développement. Ailleurs, reléguées à la périphérie des politiques éducatives, ces deux notions connaissent ici un regain d'attention, à la mesure de leur impact réel sur la vie quotidienne des populations.

L'alphabétisation désigne l'acquisition des compétences fondamentales en lecture, en écriture et en calcul, principalement chez les jeunes et les adultes qui n'ont pas bénéficié d'un parcours scolaire complet. C'est la première marche vers l'autonomie intellectuelle et sociale. Savoir lire un document, écrire une requête ou comprendre une information de santé publique, par exemple, n'est pas un luxe, mais une nécessité vitale dans une société en mutation rapide.

Complémentaire à cette démarche, l'éducation non formelle se distingue par ses programmes d'apprentissage, qui se déroulent en dehors du système scolaire formel. Basée sur la participation volontaire, elle est flexible,

centrée sur l'apprenant et vise l'acquisition de compétences personnelles, sociales ou techniques, souvent sans diplôme officiel. Son objectif est de transmettre des savoirs pratiques immédiatement utiles.

Deux approches savamment adoptées au Togo

L'alphabétisation et l'éducation non formelle, promues sur le territoire, répondent aux défis sociaux majeurs. Elles touchent en priorité les femmes, les personnes déscolarisées et les populations rurales, souvent confrontées à des inégalités persistantes d'accès à l'éducation formelle. Au cours de l'année 2025, les actions du ministère des Solidarités, en ce qui concerne les deux approches, ont permis de former 7 807 personnes.

Cette année, avant que ce nombre de citoyens (les femmes en majorité) soit atteint, le taux d'alphabétisation était estimé à 66,54 % pour les personnes âgées de 15 ans et plus.

Plus tôt en 2023, s'agissant de l'éducation et de la formation, de l'autonomisation économique des femmes et des filles, de la lutte contre les vio-



Une classe pour les adultes

lences basées sur le genre, les interventions du même ministère ont atteint 265-321, bénéficiaires. L'alphabétisation et l'éducation non formelle ont alors touché 43 401 personnes.

Des bienfaits multiples

Ainsi, grâce aux centres d'alphabétisation et aux programmes adaptés aux besoins de tous, de nombreux citoyens retrouvent confiance en eux, améliorent leurs revenus et participent plus activement à la vie collective. Les bienfaits sont alors multiples.

Sur le plan économique, l'alphabétisation favorise l'entrepreneuriat

local et une meilleure gestion des activités génératrices de revenus. Sur le plan social, elle renforce la cohésion communautaire et la participation citoyenne. Sur le plan culturel, elle contribue à la valorisation des langues nationales, souvent utilisées comme vecteurs d'apprentissage.

En consolidant l'alphabétisation et l'éducation non formelle, le Togo investit dans un capital humain inclusif et durable. Ces formes d'éducation façonnent les fondations d'une société plus éclairée, plus résiliente et mieux armée pour relever les défis de demain.

LE RAPPORT SECURITAIRE 2025 DE WANEP TOGO :

629 incidents enregistrés, 157 décès, au moins 390 blessés

Le Togo, à l'instar de nombreux pays de la sous-région ouest-africaine, fait face ces dernières années à des enjeux sécuritaires multidimensionnels, qui influencent directement la sécurité humaine de sa population. De janvier à décembre 2025, 629 incidents ont été enregistrés dans les systèmes d'Alerte Précoce de WANEP-TOGO, occasionnant plus de 157 décès et au moins 390 blessés. " Ces données mettent en lumière de vives préoccupations liées à la gouvernance socioéconomique et politique ; des défis liés à la liberté d'expression, d'association et de réunion, dans un contexte marqué à la fois par des contestations sur le changement de régime politique, la tenue de nouvelles élections municipales et une série de manifestations tenues au cours des mois de juin, juillet et août 2025 ", lit-on dans le rapport 2025 de WANEP-TOGO.

Le bilan

Au cours de cette année 2025, le nombre d'incidents enregistré a augmenté d'au moins 40% par rapport à l'année 2024. Une tendance qui alerte sur la situation sécuritaire globale au niveau national et une probable multiplication des incidents d'ordre négatifs, au cours de l'année 2026, si des solutions idoines ne sont pas trouvées en ce qui concerne les contestations autour de la constitution de la Vème République ; l'arrestation d'acteurs politiques et de la société civile ; les défis liés à l'espace civique ; des manifestations citoyennes, la recrudescence de l'insécurité routière ; l'augmentation des cas de noyade, des litiges fonciers au Togo.

Les incidents liés à la thématique Crime Organisé et Extrémisme violent (COEV) ont connu une régression en 2025 (soit 87 en 2024 contre 45 en 2025). Une baisse qui peut s'expliquer par des actions de réponse, entre autres, le renforcement des capacités opérationnelles des FDS, la mise en service des numéros verts pour le signalement des mouvements suspects, les mesures de prévention et de protection sociale, l'opérationnalisation de l'ANACRIM

Par contre, sous la thématique



Démocratie et Gouvernance, la courbe a connu une évolution considérable d'environ 35%, par rapport à l'année 2024 (soit 315 en 2024 contre 424 en 2025), qui s'explique par les faits ayant marqués le contexte sociopolitique au Togo au cours de l'année 2025, notamment les réactions autour de la promulgation de la nouvelle constitution du 6 mai 2024, ayant conduit à des manifestations et des actions de réponse de l'Etat. Au nombre des facteurs ayant contribué à la montée de la courbe, figurent : la recrudescence des accidents de circulation, l'augmentation des cas de noyade, l'organisation des élections sénatoriales et municipales, les incidents en lien avec la restriction des libertés fondamentales, le rétrécissement de l'espace civique, l'interpellation de civils ...

Les données collectées, (16 incidents en 2024 contre 108 en 2025) alertent sur une situation véritablement préoccupante sur les questions liées à la thématique Genre, Paix et Sécurité (GPS), entre autres : des cas de viols et meurtres et de trafic d'organes humains, de violences psychologiques, de mariages précoce et forcé, cas de suicide, abandon de nouveau-nés. Lesquels incidents sont surtout récurrents dans les préfectures de l'Oti, de Zio, de Kloto. En ce qui concerne la sécurité environnementale et sanitaire,

une augmentation des incidents a été enregistrée au cours de cette année, soit 30 en 2024 contre 52 en 2025. Un résultat qui interpelle sur les défis de santé publique persistants (épidémies, intoxications alimentaires...) et les questions environnementales (avancée de la mer, pluies diluviennes et inondations...).

Décès et thématiques

Selon le WANEP, la majorité des victimes en termes de décès, est recensé sous deux (2) thématiques dont " Crimes Organisés et Extrémisme Violent " et " Démocratie et Gouvernance ". En termes de blessés, les domaines thématiques " Démocratie & Gouvernance " et " Femmes Paix sécurité " ont enregistré un plus grand nombre, suivi de la thématique " Crimes Organisés et Extrémisme Violent ". Le nombre de décès (103) sous la thématique " Démocratie et gouvernance " représente 66% du total et ceci s'explique en majorité par les accidents de circulation, surtout ceux des compagnies de transport en commun, survenus au cours du premier semestre et des cas de noyade. Par ricochet, ces accidents de circulation ont occasionné au moins 220 blessés, représentant 56% du nombre de blessés, et nettement supérieur au nombre de blessés cumulé sous les trois (3) autres thématiques. Comparativement au nombre de décès enregistré au cours de l'année 2024 qui se chiffrait à 245, il est observé durant l'année 2025, une baisse de plus de 36% du nombre de décès.

En ce qui concerne le nombre de décès sous la thématique crimes organisés représentant 26%, il se justifie par les actes terroristes dans la région des Savanes, dont des cas d'assassinat, d'explosion d'Engins Explosifs Improvisés (EEI) et des attaques de Postes Opérationnels Avancés (POA) des forces de défense et de sécurité, mais aussi à des agressions physiques meurtrières entre civils. Quant à la thématique " Femmes, Paix et Sécurité ", les incidents majeurs répertoriés se réfèrent à des cas de viol, surtout sur mineures, des mariages forcés et précoces, des violences, qu'elles soient physique, économique ou psychologique,

et des cas d'homicides.

Les actions

Face à la recrudescence des actes de criminalité organisée et d'extrémisme violent, à la persistance des violences sexistes, de l'insécurité routière, environnementale et bien d'autres contingences préoccupantes liées à la démocratie et à la gouvernance, en passant par les défis sanitaires, WANEP-Togo, a rendu disponible son mécanisme national d'alerte précoce, alerté les acteurs à différents niveaux et responsabilités et initié lui-même plusieurs actions de réponse. Parmi ces actions de réponses, l'on peut citer, entre autres, : des actions de transformation et de renforcement de capacités, la conduite de projets de soutien à la résilience économique, des initiatives de médiations de conflits. A travers ces différentes activités, plus de 4092 personnes ont été touchées, comptant 46% de femmes et 59% de jeunes.

WANEP-Togo a apporté sa contribution à la cohésion sociale et a incité les populations à la culture de la paix et du vivre ensemble. C'est le lieu de remercier le Président de la République, le Président du Conseil et son gouvernement, les différentes institutions de la République, pour avoir facilité la mise en œuvre de nos activités sur le terrain ;

Il est à préciser que le Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix, en anglais West Africa Network for Peace building (WANEP), est le premier réseau thématique de paix et de prévention des conflits créé en 1998 à Accra au Ghana et lancé au Togo le 21 juin 2002 à Lomé. La branche togolaise du Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix (WANEP-Togo) est un réseau thématique composé de seize (16) organisations de la société civile togolaise, qui offre des services en prévention, gestion, résolution, et transformation des conflits à travers ses programmes : Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS) ; Femmes, Paix et Sécurité (FPS) ; Alerte Précoce et Prévention des Conflits (WARN) ; Recherches, Plaidoyer et Gestion des Connaissances (RPGC).

Zozo

CULTURE : LES CANDIDATURES OUVERTES POUR LE



PRIX UNESCO-SHARJAH 2026

Les candidatures sont ouvertes pour la 21ème édition du prix Unesco-Sharjah pour la culture arabe. L'annonce faite par le ministère du tourisme, de la culture et des arts, invite les personnalités, groupes et institutions du monde culturel à soumettre leurs dossiers.

Cette distinction internationale vise à récompenser les contributions remarquables à la promotion, à la diffusion et au rayonnement de la culture arabe dans toute sa diversité. Elle met également en valeur les initiatives favorisant le dialogue entre les cultures, la créativité artistique et la recherche intellectuelle, en cohérence avec les idéaux portés par l'Unesco.

Créé en 1998 par le gouvernement de l'Émirat de Sharjah (Émirats arabes unis), le prix distingue chaque année deux lauréats dont les réalisations littéraires, scientifiques ou artistiques ont contribué de manière significative à faire connaître la culture arabe au-delà de ses frontières.

Les candidatures doivent être transmises au secrétariat du prix au plus tard le 28 février 2026. Le formulaire de candidature et les conditions de participation sont disponibles en ligne.

Source : @Republiquetogolaise.com

ENLÈVEMENTS ET DISPARITIONS DE JEUNES SIGNALÉS : UNE COMMISSION SPÉCIALE D'ENQUÊTE À L'ŒUVRE



Des informations persistantes relayées depuis plusieurs semaines sur les réseaux sociaux font état de plusieurs cas d'enlèvements et de disparitions inquiétantes de jeunes dans le pays. Dans un communiqué conjoint publié en fin de semaine écoulée, les ministres en charge de la sécurité et de la justice ont annoncé la mise en place d'une commission spéciale d'enquête à cet effet.

Opérationnelle depuis le 24 janvier 2026 et placée sous le contrôle du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Lomé, la commission spéciale a pour mission de vérifier et d'élucider les cas signalés. A ce titre, "toutes les affaires faisant l'objet de publication sur les réseaux sociaux sont examinées", ont précisé les ministres, qui ont tout de même mis en garde contre la diffusion de fausses informations pouvant nuire aux enquêtes ou créer un climat d'insécurité inutile, ou les dénonciations calomnieuses.

Toute personne disposant d'informations fiables sur des cas de disparition ou d'enlèvement est invitée à contacter immédiatement les services de sécurité les plus proches ou le numéro d'urgence national, le 1014. Pour l'heure, la surveillance et les patrouilles dans les zones à risque ont été renforcées pour protéger la population, tout comme la collaboration étroite avec les autorités locales. Quant aux populations, elles sont invitées à la vigilance, à ne pas céder à la panique, et à faire preuve de retenue et de discernement dans la rediffusion des informations sur les réseaux sociaux.

Source : @Republiquetogolaise.com

Éritaj 2026 :

Le patrimoine et la culture au cœur du marketing territorial

Après près de vingt ans d'engagement au service du patrimoine, un grand rendez-vous culturel togolais change de dimension. Anciennement connu sous les noms de Patrimoine, Afrotitud ou encore Situ Foireexpo des Lacs, le festival se réinvente et adopte une nouvelle identité forte : Éritaj. Un nom court, puissant, évocateur.

Une vision claire : faire du patrimoine et de la culture l'ADN d'un marketing territorial ambitieux.

L'annonce a été faite par son Délégué Général, Latékoé Dick. Pour lui, ce changement n'est pas une rupture, mais l'aboutissement naturel d'un projet lancé en 2008.

" Éritaj traduit ce que nous avons toujours fait : préserver, promouvoir et transmettre notre héritage. " Mais



cette édition marque un tournant stratégique. Éritaj ne se positionne plus seulement comme un événement culturel. Il s'affirme comme une véritable semaine du patrimoine et de la culture, pensée comme un

levier de développement territorial. Car aujourd'hui, le patrimoine n'est plus seulement mémoire : il est ressource. La culture n'est plus uniquement expression : elle devient stratégie.

Sous le thème " Patrimoine et culture : l'ADN d'un marketing territorial ambitieux ", Éritaj 2026 place au cœur des débats une question essentielle : comment transformer la richesse culturelle en moteur d'attractivité, d'innovation et de développement durable ?

Spectacles, rencontres B to B, circuits touristiques, conférences, expositions, ateliers... La programmation se veut plurielle et structurée. Artistes, chercheurs, entrepreneurs culturels, décideurs publics et grand public seront réunis autour d'une ambition commune : positionner le patrimoine comme un outil stratégique de rayonnement territorial.

Dans un contexte où la culture est souvent réduite au divertissement, Éritaj revendique une approche plus

audacieuse. Les échanges scientifiques et professionnels occuperont une place centrale, afin d'explorer la structuration du secteur culturel, la valorisation des identités locales et l'intégration du patrimoine dans les politiques publiques.

Le message est clair : Un territoire qui valorise sa culture renforce son attractivité. Un territoire qui protège son patrimoine consolide son identité. Un territoire qui investit dans sa culture prépare son avenir.

Selon Latékoé Dick, la culture doit être considérée au même titre que l'éducation ou la santé dans les stratégies publiques. Elle constitue un véritable levier de transformation économique et sociale.

Éritaj ambitionne ainsi de fédérer les acteurs culturels autour d'une réflexion collective sur la contribution du patrimoine au développement durable des territoires, notamment à l'échelle locale.

Rendez-vous du 31 mars au 5 avril 2026, au CETEF Togo 2000 et à l'Institut français du Togo, pour six jours d'intelligence culturelle, de célébration et de projection vers l'avenir.

Avec Éritaj, le Togo affirme une conviction forte : aucun territoire ne peut se construire durablement sans assumer son héritage.

Éritaj, ce n'est pas seulement un festival. C'est une stratégie. C'est une identité. C'est l'avenir qui s'enracine dans la *mémoire*.

Soirée " Lonlonzan " au Grand Rex à Lomé :

Une expérience sensationnelle avec Jim Rama

Le Grand Rex à Lomé, a connu le samedi 14 février 2026 une ambiance phénoménale. Malgré la pluie diluvienne qui s'est abattue sur la Ville de Lomé et ses environs, nombreux ont été les amoureux et passionnés de la sonorité Zouk pour prendre part au concert musical " Lonlonzan " (fête de l'amour), organisé par Tozogroup et le Grand Rex de Lomé.

Un public composé, non seulement de couples, mais aussi de singles, y était pour célébrer la fête des amoureux. La soirée a été à la fois raffinée et festive. Ceux qui y étaient ont été l'objet d'un apéritif dinatoire. Rien de plus concret pour célébrer affection et convivialité.

Outre la participation de l'artiste Zouk love guadeloupéen Jim Rama, connu pour ses talents d'auteur-compositeur et d'interprète, la soirée a donné l'opportunité au public d'être transporté dans un passé musical glorieux ; grâce à la performance de chanteurs togolais de la belle époque que sont Yaya Leley, auteure de nombreuses titres dont " Djila " (Parents). Perdue de vue depuis un moment, l'inoubliable voix de la musicale togolaise, en dépit du poids de l'âge, a tenu en haleine le public.

Présent dans le public, comme simple spectateur, Anna Disseni, l'ingénieur de son et artiste de la chanson, auteur de nombreuses mélodies telles que " Je te préfère chérie ", " Petit à petit ", " Ma honte c'est ta honte ", s'est décidé spontanément à prêter au regard de l'atmosphère qui a prévalu dans la salle en apportant sa proche



L'artiste Jim Rama entouré par Daniel K. Tozo et iLawson (animatrice)

touche à la soirée.

A travers un spectacle combinant des performances musicales en direct et des danses énergiques, l'artiste Charles Ozzo, a envahi toute la scène en suscitant un soulèvement au sein du public.

Faits marquants de la 1ère édition de " Lonlonzan ", les surprises concoctées et destinées aux couples par Tozogroup et Grand Rex, organisateur de la soirée, ce qui a donné un aspect exclusif à l'événement. En guise d'un retour aux racines, l'artiste Jim Rama, dont les titres sont connus du public, pour être repris lors de sa prestation, s'est vu offrir un présent par un admirateur.

" Je suis à mon tout premier séjour en terre togolaise et je n'ai pas le cœur à partir. Qu'ils sont fort adorables et accueillants mes frères et sœurs ; j'ai chanté et dansé avec tout le monde. Qu'ils sont si exceptionnels ", a laissé entendre l'artiste.

" Je suis vraiment content de la soirée, je n'aurais même pas imaginé un tel enthousiasme autour du Zouk. " " Je tiens à remercier ce public adorable et nous avons

d'autres projets pour l'avenir, alors restez à l'écoute ", a déclaré l'organisateur Daniel Kokou Tozo, en clôturant la soirée. A noter que " Tozogroup " est un projet qui s'aligne sur l'ambition grandissante des promoteurs culturels togolais pour proposer des événements thématiques d'une grande intensité émotionnelle, pour la promotion et le développement de la culture togolaise. A la prochaine édition.

Dodo ABALO



LES TARIFS EN VIGUEUR DE LA TVM

	MOTOCYCLETES	
	Cylindrée	Tarif (FCFA)
Paiement unique	Moto de plus de 125 cm3	15 000
	Moto à trois (03) roues	40 000
	VEHICULES AFFECTES AU TRANSPORT DE PERSONNES	
	Puissance fiscale	Tarif (FCFA)
Paiement annuel	Moins de 5 CV	5 000
	De 5 à 7 CV	10 000
	De 8 à 11 CV	15 000
	De 12 à 15 CV	20 000
	De 16 à 20 CV	30 000
	Plus de 20 CV	40 000
	VEHICULES AFFECTES AU TRANSPORT DE MARCHANDISES & AUTRES	
	Puissance fiscale	Tarif (FCFA)
Paiement annuel	Moins de 5 CV	20 000
	De 5 à 7 CV	30 000
	De 8 à 11 CV	40 000
	De 12 à 15 CV	45 000
	De 16 à 20 CV	50 000
	Plus de 20 CV	55 000



RECONNAISSANCE ET SOINS DE QUALITÉ

**BIEN ÊTRE DES
SOIGNANTS, GAGE
D'UNE BONNE
QUALITÉ DES SOINS.**



Initiative
portée
par



JOYEUX ANNIVERSAIRE
**11 ANS D'ENGAGEMENT,
 UNE CONFIANCE QUI DURE**



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

